

**N° 12/CA du répertoire**

**N° 2009-78/CA<sub>2</sub> du Greffe**

**Arrêt du 13 mars 2014**

**INSTANCE : Valère GLELE**

**C/**

**Comité Exécutif FBF**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 21 juillet 2009, enregistrée au greffe de la Cour le 18 août 2009 sous numéro 286/GCS, par laquelle Valère GLELE, président de l'association sportive TONNERRE (AST), 02 BP 90 Bohicon, tél : 21-32-83-95, a saisi la Cour d'une plainte contre Anjorin Moucharaf et le comité exécutif de la fédération béninoise de football ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

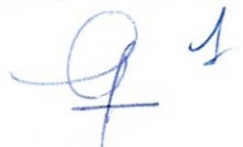
Où le Procureur Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 0478/GCS du 24 août 2009 reçue le 27/8/2009, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que par courrier n° AD/DH/478/04/13 du 23 avril 2013, maître Abdon DEGUENON, avocat à la Cour, conseil du



requérant a saisi le président de la Chambre administrative d'une lettre de désistement d'action ;

Qu'il y a lieu en conséquence de lui en donner acte et de mettre les dépens à sa charge.

**PAR CES MOTIFS.**

**DECIDE :**

**ARTICLE 1er :** Il est donné acte à monsieur Valère GLELE de son désistement d'action.

**Article 2 :** Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3 :** Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Victor D. ADOSSOU

ET

Tranquillin KINDJI

}

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi treize mars deux mille quatorze, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

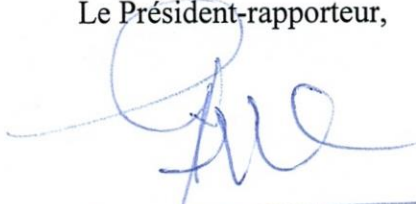
Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

